

Réunion à haut niveau - Bruxelles, le 18 juin 2012

Partenariat pour la résilience face aux crises alimentaires au Sahel

AGIR – Alliance Globale pour l'Initiative Résilience - Sahel

Des représentants de haut niveau des pays du Sahel, des organisations régionales, des agences multilatérales d'aide humanitaire et de développement, des organisations non gouvernementales, des pays donateurs et du Parlement Européen se sont rencontrés à Bruxelles le 18 juin 2012 à l'invitation de la Commission européenne afin de réfléchir à des mesures durables pour faire face aux crises alimentaires et nutritionnelles catastrophiques qui, année après année, frappent le Sahel.

Les participants ont dressé le bilan de la grave crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel qui touche plus de 18 millions de personnes, sur lesquelles 8 millions d'adultes et plus d'un million d'enfants ont besoin d'une aide de toute urgence, et ont examiné les mesures d'urgence prises actuellement pour remédier à cette crise. Ils ont exprimé leur inquiétude concernant l'impact de la situation au Mali. Ils se sont également penchés sur les moyens de renforcer la résilience à plus long terme face à ce type de crises dans la région. Ils ont convenu qu'un effort concerté des gouvernements, des organisations de la région et des partenaires pour l'aide humanitaire et au développement est nécessaire, tant pour lutter contre la crise actuelle que pour diminuer l'intensité des prochaines crises.

Ils se sont entendus plus particulièrement sur les points suivants:

- La crise alimentaire au Sahel demeure extrêmement préoccupante et une nouvelle aggravation de la situation est prévisible au cours des prochaines semaines. L'afflux des populations réfugiées et déplacées au Mali et autour du Mali renforce la détérioration de la situation. Le déficit de financement de l'aide humanitaire d'urgence jusqu'en octobre, date à laquelle la population de la région pourra peut-être espérer tirer sa subsistance de la prochaine récolte, reste important. Le manque de financements est particulièrement important concernant la réponse en faveur des populations réfugiées et déplacées. Les donateurs ont reconnu la nécessité de consentir un effort urgent pour trouver de nouvelles ressources, ainsi que d'autres moyens de coopération et d'action. Le financement humanitaire d'un montant total de 940 millions d'euros (1.2 milliards de dollars) annoncé par des donateurs internationaux a été accueilli avec satisfaction.
- Les crises alimentaires et la malnutrition sont des problèmes chroniques dans la région du Sahel, et le développement de capacités de résilience à long terme, incluant la réduction des risques, particulièrement au niveau des communautés, est essentiel pour éviter la répétition de plus en plus fréquente de graves crises alimentaires. Les efforts pour développer cette résilience doivent porter en particulier sur la mise en place de filets de sécurité sociale pour les catégories les plus vulnérables de la population, en particulier les femmes et les enfants, en vue de leur permettre de résister aux tensions économiques et aux pénuries alimentaires, en particulier pendant la période de soudure entre les cycles de récolte.
- Un secteur agricole fort, appuyé par des politiques nationales appropriées et l'assistance des donateurs, est crucial. Un effort particulier doit être fait pour le développement d'une production agricole plus résistante à la sécheresse (y compris à

travers la préservation et à la restauration des écosystèmes et l'élimination des insectes nuisibles y compris l'invasion des criquets), ainsi que pour la réalisation d'investissements dans les secteurs de la santé, dans d'autres secteurs sociaux et dans le fonctionnement des marchés agricoles. Il sera important de renforcer l'implication des femmes y compris dans l'agriculture.

- Afin d'améliorer de façon sensible et durable la résilience des populations les plus vulnérables, les pays d'Afrique de l'Ouest et les organisations de la région du Sahel, ainsi que leurs partenaires internationaux ont convenu d'engager un partenariat pour la résilience dans le cadre d'une initiative plurilatérale baptisée AGIR – Sahel / *Alliance globale pour l'initiative Résilience – Sahel*. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'initiatives et d'efforts internationaux plus vastes qui visent à promouvoir des approches en matière de résilience pour les questions de développement, telles que *l'Alliance mondiale pour la résilience* et les *Political Champions for Disaster Resilience*.
- Ce partenariat doit également être clairement piloté par les pays concernés et ancré dans la région. Il s'inscrit dans les stratégies régionales existantes et les renforce (comme la stratégie conjointe CEDEAO/UEMOA/CILSS sur la "Situation de l'Agriculture de l'Union et Perspectives pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire et du Développement Agricole Durable" présentée récemment à Lomé), et les efforts internationaux, comme l'initiative du G20 sur la Sécurité Alimentaire, la volatilité des prix et les stocks régionaux. Les participants saluent les efforts déjà accomplis par les pays et les organisations du Sahel sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle incluant les investissements réalisés en matière de santé et autres secteurs sociaux. Ils appellent de leurs vœux le regroupement de ces diverses initiatives de façon à mettre la résilience au cœur des stratégies de développement des pays du Sahel.
- Ce partenariat doit servir d'instrument pour une coordination étroite entre donateurs en vue d'améliorer le partage des informations et les analyses, de faciliter l'harmonisation des stratégies d'aide, de renforcer le lien entre urgence et développement, et de garantir l'efficacité de l'aide lors de la programmation.
- Les acteurs de ce partenariat présenteront un aperçu détaillé des éléments de fragilité et des risques, incluant les causes structurelles des crises chroniques, en s'appuyant sur un tableau de bord de la résilience pour le Sahel. Ce partenariat devrait contribuer à un meilleur ciblage des ressources.
- Il conviendra d'élaborer sans tarder une «feuille de route» en faveur du renforcement de la résilience des foyers les plus vulnérables, en mettant notamment en place des systèmes de protection sociale incluant des filets sociaux (en s'appuyant sur l'expérience d'autres régions/pays), et en prenant appui sur des secteurs clés (santé, agriculture/moyens de subsistance, transport, eau et hygiène, et autres secteurs sociaux). La "feuille de route" devrait indiquer les domaines d'action prioritaires.
- L'idée est de faire appel à l'expertise du secteur privé, en particulier pour la mise à disposition d'un mécanisme direct et rapide de transferts d'argent aux personnes ciblées (en s'appuyant sur des exemples déjà en cours impliquant les secteurs financiers et de télécommunications).

- Ce partenariat permettra aux donateurs et aux pouvoirs publics de souscrire à des objectifs en matière de développement de la résilience au Sahel et de s'entendre sur une répartition des tâches pour la réalisation de ces objectifs. Ce partenariat recenserait les financements en faveur de la résilience dans la région tout en suivant l'évolution. La société civile, au niveau local, national et international aura un rôle clé.
- Un groupe technique restreint composé de représentants des gouvernements de la région, des organisations régionales et de partenaires internationaux clés, y compris la société civile, devrait être constitué et bien implanté dans la région, en vue de l'élaboration d'un projet de plan d'action.
- La feuille de route devra indiquer les ressources additionnelles nécessaires afin de bâtir la résilience dans la région. A titre indicatif, un investissement minimum de 750 millions d'euros pourrait être nécessaire pour la seule mise en œuvre de filets sociaux pour les personnes les plus vulnérables d'ici 2015. Des financements additionnels importants seront nécessaires dans d'autres domaines tels que le développement agricole, la santé, et le commerce.
- Les gouvernements de la région, les organisations régionales, les agences humanitaires et de développement et les donateurs promettent de maintenir leur engagement collectif. Les participants se rencontreront à nouveau lors d'une conférence à haut niveau avant la fin de 2012 afin de faire le point sur les progrès réalisés et d'esquisser la voie à suivre.